



Remaniement :

Nouveaux ministres... Nouveaux sinistres...

L'agonie politique de Mme Dati au ministère de la Justice fut longue et pénible. C'est avec soulagement que les personnels voient partir un ministre plus préoccupé de son image que de ses responsabilités et des conséquences de ses choix pour les agents du ministère. La brutalité a marqué cette période ! l'autisme a présidé ! Souhaitons que cela cesse !

Nous n'avons aucune illusion sur la capacité de la nouvelle ministre à remettre en cause la RGPP et ses conséquences. Nous espérons simplement qu'elle sera plus respectueuse du Droit et de ses personnels, plus ouverte à la concertation, ce qui ne sera pas difficile !

Son secrétaire d'Etat n'a convaincu dans aucun de ses postes ! Obtiendra-t-il enfin une prison nouvelle pour sa ville ? Nous lui souhaitons... Il ne sera pas venu pour rien !

Le budget du ministère de la Justice est d'ores et déjà établi pour 2010 et 2011. L'augmentation des effectifs est un trompe l'œil puisqu'il s'agit de couvrir des ouvertures de prisons nouvelles... Les 400 postes en plus ne couvriront même pas ces besoins ! Nous savons que ces moyens pour les surveillants cachent des centaines de fermetures de postes à la PJJ et aux services judiciaires...

Nous espérons simplement convaincre Madame Alliot-Marie, dont nous connaissons les convictions républicaines, que les restructurations pourraient au moins se faire dans un cadre réglementaire ou légal normal ! Nous espérons qu'elle annoncera un avenir, voire, un avenir clair pour notre direction.

La CGT est donc prête à ouvrir tous les dossiers, s'il s'agit de travailler sérieusement. L'absence de vrai dialogue social pèse. A la CGT, sans rien renier de nos convictions, nous sommes prêts à mettre les mains dans le cambouis dans l'intérêt de tous les personnels, pour la défense de l'emploi et des conditions de travail...

Quant aux chantiers sur la justice des mineurs, nous souhaitons l'ouverture d'un large débat sur la question avec les confédérations et les grandes associations qui s'intéressent à l'enfance, sauf à vouloir une nouvelle fois passer en force !

Enfin, la disparition pure et simple du secrétariat d'Etat à la Fonction publique est lourde de signification, c'est la traduction d'orientations et de choix politiques

C'est la confirmation que, pour le Président de la République, le Premier ministre et ceux qui les entourent, la Fonction publique est essentiellement regardée sous un angle comptable et conçue comme un outil au service de desseins libéraux.

Evidemment, une telle situation – inédite sous la Vème République- est à mettre en relation avec le Recul Général des Politiques Publiques, les suppressions massives d'emplois, les attaques contre le statut des fonctionnaires.

La CGT, pour qui la Fonction publique c'est avant tout l'intérêt général et la réponse aux besoins et aux droits de l'ensemble de la population, condamne ce nouveau recul et milite pour des choix radicalement différents.

Montreuil, le 25 juin 2009.